

CHANGEMENT SOCIAL ET DÉVELOPPEMENT DANS LES CAMPAGNES MAROCAINES

par GRIGORI LAZAREV

L'objet de ce séminaire, MM. Khatibi et Chabot ont pris soin de nous le préciser lors de la première séance, est de nous interroger sur la signification du concept de développement. J'en parlerai aujourd'hui en m'appuyant sur les données actuelles des campagnes marocaines. Vous voudrez bien considérer qu'il ne s'agira pas des problèmes de développement au sens habituel du terme, c'est-à-dire répondant à la question : « quels sont les problèmes posés par la transformation de l'agriculture », mais bien d'une tentative de réflexion sociologique sur un concept, dans un contexte social bien déterminé.

Les observations que je ferai procèdent largement des travaux sur le changement social dans les campagnes marocaines dont traite actuellement un groupe de travail qui réunit des chercheurs que leur activité et leurs recherches mettent en relation avec le monde rural. A ce groupe ont participé plus particulièrement, MM. Bouderbala, Lahlimi, Naciri, Radi et moi-même. Certaines des vues théoriques que j'exposerai n'ont cependant pas encore été discutées collectivement et j'engage particulièrement mes camarades du groupe de travail à me reprendre et m'apporter leurs critiques.

Les questions que nous nous poserons ensemble peuvent être ainsi formulées :

1. Les campagnes marocaines connaissent un changement social : quelle est la nature de ce changement ?
2. Quelle perception les groupes concernés ont-ils de ce changement social et dans quelle mesure sont-ils susceptibles d'agir sur le changement social ?

Pour y répondre, je me permettrai tout d'abord de reprendre, après M. Chabot, quelques observations préalables sur le développement. On nous a proposé, lors de la première séance, une définition du développe-

ment que je reprends : « Le développement est l'ensemble des changements sociaux et mentaux qui favorisent l'apparition de la croissance et sa poursuite à long terme ». M. Chabot nous a parlé des traits spécifiques du développement qui précisent la nature du concept ; il nous en a montré la logique ; enfin, le contexte social qui est celui — nous a-t-il proposé — d'un contact culturel.

Cette dernière caractéristique, mise en relation avec l'élément « croissance » du développement, nous rattache à une autre définition que nous propose A. Touraine : « La sociologie du développement étudie la manière dont, au sein de la société non encore industrielle, peuvent apparaître des références à la civilisation industrielle » (1). Elle a donc un objet propre qui est l'analyse de la genèse et la spécificité de ces références. A. Touraine, on le voit, élargit l'usage du concept puisqu'il le relie non seulement à l'interrogation d'une société sur un phénomène de transformation sociale, mais encore au processus par lequel s'opère le changement social. C'est dans le cadre plus précis d'une telle analyse que j'inscrirai ces quelques réflexions sur les campagnes marocaines. On précisera, après la notion générale de développement, une autre notion, celle de changement social.

Le changement social

Quand on parle de changement social, on place l'analyse d'une société donnée en rapport avec un état social précédent, réel ou idéalisé. Le premier problème est donc de savoir quel est le point de départ de l'analyse et quel est le type social de référence. Dans le processus particulier du changement social que l'on a appelé « développement », le type social de référence est celui de la société traditionnelle. Ce type social est-il suffisamment défini par l'idée de « traditionnel » ? Le concept de société traditionnelle est-il suffisamment pertinent ?

Ce sont des questions auxquelles il faut certes répondre, mais qui sont provisoirement secondaires. L'essentiel, en effet, est que, dans la problématique du développement, la société industrielle et son système de référence, soient situés par rapport à un état social non industriel, défini globalement par la notion de société traditionnelle. Cette notion joue en effet un rôle dans le processus de changement social lui-même, car elle existe en tant qu'image sociale ; elle est utilisée soit par la société industrielle (par exemple lorsqu'elle projette le schéma d'explication dit « dualiste ») soit par la société traditionnelle elle-même (par exemple quand les montagnards du Maroc situent leur société par rapport au temps de la « siba »).

(1) « Revue de Sociologie du Travail », n° 5/67.

La société traditionnelle, en tant que type social réel ou en tant qu'image de référence, a donc une existence sociologique suffisante pour servir de cadre initial à l'analyse du changement social. Dans le cas des campagnes marocaines, on se demandera s'il y a changement social en évoquant l'image (les valeurs, le cadre de référence) de la société traditionnelle et en observant dans quelle mesure la société rurale actuelle peut être identifiée à cette image. En d'autres termes, on se demandera, par l'analyse de son système de référence actuel, si la société rurale que l'on qualifie, aujourd'hui encore, de traditionnelle par opposition à une société dite moderne, est suffisamment définie par ce concept.

Pour le démontrer, il ne suffit pas de prouver qu'il y a eu évolution sociale — toutes les sociétés évoluent et se modifient (il suffit par exemple de suivre l'histoire d'une tribu marocaine), il faut encore montrer qu'une évolution particulière se traduit par une transformation du cadre social de référence et du projet de la société. Cela signifie, pour qu'il y ait changement social, qu'il doit y avoir une prise de conscience et une modification des conduites en conséquence.

Nous situerons donc la société traditionnelle qui nous sert d'image de référence ; nous observerons quels sont les facteurs d'évolution sociale et de transformation des campagnes ; et, nous interrogeant sur la façon dont cette évolution est perçue et réinterprétée, nous nous demanderons s'il y a prise de conscience, formation d'un nouveau système de référence et par conséquent changement social.

Dans le cadre de notre analyse globale du concept de développement, on voit que l'interrogation que nous formulons se situe à un stade presque préalable du développement : celui de la prise de conscience initiale du changement social particulier que l'on peut appeler « développement ».

La société traditionnelle « de référence »

Je ne vais pas décrire la société rurale traditionnelle. Je voudrais simplement évoquer par quelques traits l'image sociale à laquelle on peut se référer quand on se représente, au Maroc, la société rurale traditionnelle.

Le mode d'organisation de cette société se constitue essentiellement sur des rapports familiaux et l'agnation. Les rapports économiques sont assez largement fondés sur l'égalité des groupes familiaux, dans une organisation communautaire, avec une division sociale du travail très sommaire. La mobilité sociale est très faible et limitée par l'organisation lignagère. La religion musulmane et ses prescriptions fournissent le système idéologique ; cette société a un code moral propre, fondé sur l'engagement per-

sonnel et la solidarité des alliances de sang et des alliances jurées. Le champ social est borné aux frontières du groupe. Le temps social est de caractère circulaire, en ce sens qu'il se fonde sur la répétition des actes sociaux, sans projet social de dépassement (par opposition au temps social continu des sociétés modernes, dites prométhéennes). Enfin les moyens matériels de cette société sont rudimentaires, la technicité faible, et l'accumulation limitée aux réserves de subsistance.

En combinant ces différents traits on peut établir un modèle idéal de société traditionnelle qui pouvait exister au XIX^e siècle, intégré à l'histoire maghrébine pré-coloniale. Mais il est bien évident que ce modèle idéal n'a pu se maintenir intact après la colonisation. Celle-ci, en effet, par la centralisation administrative, par l'organisation politique, judiciaire, par l'implantation d'un peuplement européen sur des terres conquises, a altéré profondément son fonctionnement.

La société traditionnelle, qu'à partir de l'époque coloniale on évoque pour l'opposer à la société moderne, apparaît donc déjà modifiée par le contact culturel, que G. Balandier appelle « situation coloniale ».

Cependant, bien qu'altérée, la société rurale peut encore être qualifiée de traditionnelle car l'impact de la colonisation est longtemps insuffisant à modifier son système de référence et les conduites sociales. Ceci pour une double raison : d'une part la politique de cantonnement de la population rurale (son maintien dans le même état social) adopté par les autorités coloniales (2) ; d'autre part la réaction de repli et de défense de la société rurale contre le système colonial (par exemple dans le Rharb où l'on voit, pendant la période coloniale, la jmaâ traditionnelle se renforcer et jouer un rôle défensif d'une certaine intégrité sociale). On retrouve là une réaction typique d'un processus d'acculturation. On peut en conséquence admettre que le schéma dualiste société moderne-société traditionnelle, qui nous est généralement proposé, correspond, pendant la période coloniale, à une réelle différenciation sociologique.

Plusieurs facteurs vont cependant provoquer une évolution sociale plus profonde, dont on se demandera si elle n'est pas en train d'entraîner une transformation du système de référence et une prise de conscience collective du changement social. Ce sont ces facteurs d'évolution sociale, qui nous semblent remettre en cause la société traditionnelle, que nous analysons maintenant.

(2) On n'observe, jusqu'à l'expérience très partielle des SMP en 1945, aucune politique pour transformer les fellahs.

Les facteurs de transformation sociale des campagnes

C'est plus ou moins depuis l'indépendance que l'on voit évoluer profondément les campagnes marocaines que l'on pouvait, valablement, voir figées dans les catégories des schémas dualistes. Cela ne veut pas dire que tous les facteurs d'évolution sont apparus à cette époque : certains avaient commencé à avoir des effets depuis bien plus longtemps. Mais c'est, en gros, avec l'indépendance, que leur convergence avec de nouveaux facteurs de transformation a accéléré l'évolution sociale.

On peut regrouper ces facteurs autour de quatre thèmes principaux : les phénomènes idéologiques liés à l'indépendance ; la pénétration de l'Etat dans les campagnes ; les phénomènes liés à la croissance démographique ; la monétarisation des campagnes. Les limites de mon exposé me forcent à n'en faire qu'une analyse succincte qui pourra être, sur des points particuliers, développée lors de la discussion.

1. Les phénomènes idéologiques liés à l'indépendance

Au fait même de l'indépendance sont liés plusieurs facteurs d'évolution sociale. Un premier groupe, que l'on appellera phénomènes idéologiques, a eu pour effet d'offrir un nouveau système de représentations sociales à la paysannerie (3), en particulier en élargissant son espace social, sa vision du monde, et en lui proposant un autre temps social, une nouvelle interrogation historique sur la transformation de la société.

Ce sont en effet de tels thèmes qui sont diffusés dans les campagnes à partir de l'indépendance. Les moyens en sont divers mais ils sont massifs et contribuent, au niveau de l'information, à rattacher les campagnes à une réalité nationale qui échappait au champ social de la paysannerie.

L'information fut, tout d'abord, due au rôle que jouèrent les partis politiques dans les premières années de l'indépendance ; ceux-ci tentèrent d'établir de nouvelles hiérarchies, appuyées sur de nouvelles conduites sociales. Dans tous les souks, pendant plusieurs années, on trouvait un ou deux bureaux de partis politiques. Par là s'insinuèrent de nouvelles notions, des mots, dont la signification ne fut peut-être pas évidente pour le paysan, mais qui, de toutes façons, contribuèrent à élargir son champ social : nouvelles structures sociales suggérées par la terminologie des partis qui, de la cellule au congrès, rattachaient le paysan à un mouvement national ; nouveau temps social suggéré par les mots de progrès, d'his-

(3) La question sera justement de savoir dans quelle mesure ce système de représentation est prévu et intégré au système de référence.

toire, de transformation ; nouveau système d'organisation qu'évoquaient les termes de démocratie, d'élections, de socialisme, de lutte contre l'impérialisme, etc.

Cette dimension nationale qui semble être donnée aux campagnes fut encore soulignée par l'organisation des élections communales, les élections parlementaires : pour la première fois peut-être, les intérêts locaux furent singulièrement mêlés à la préoccupation nationale. Le transistor, les déplacements de ministres, de fonctionnaires, contribuèrent, depuis, à maintenir ou à renouveler ces représentations au fur et à mesure de l'évolution politique du pays. Au niveau de l'information, les campagnes semblent être ainsi sorties de l'isolement. C'est ce que J. Berque suggère par le titre d'un chapitre de son « Histoire sociale d'un village égyptien » : « Du temps du village au temps de l'histoire ».

2. *La pénétration de l'Etat dans les campagnes*

L'indépendance s'est, par ailleurs, accompagnée d'une mutation des hiérarchies politiques dans les campagnes, et d'autre part d'une pénétration de l'Etat, d'une ampleur toute nouvelle, dans des secteurs de la vie sociale et économique qui n'avaient été qu'effleurés par la présence coloniale.

La mutation des hiérarchies politiques fut la plus immédiatement observable par la masse des ruraux : à l'administration européenne, aux hiérarchies traditionnelles qui la soutenaient, se substitua une administration nouvelle, souvent étrangère aux réalités rurales. Entre des caïds politisés, modernistes, et les masses paysannes, se développèrent souvent des malentendus (dont l'un des plus graves fut celui du Rif en 1958) ; ce furent, de toutes façons, des rapports nouveaux qui s'instaurèrent entre les représentants de l'Etat et les paysans. A cela s'ajoutèrent la transformation du système judiciaire (l'instauration des juges délégués, la généralisation du chraâ dans les régions soumises au dahir berbère) ; et, sur un autre plan, la mise en place de l'organisation communale. Ces transformations accentuèrent la nouveauté de la présence de l'Etat indépendant dans les campagnes.

Le plus important fut cependant l'innovation d'une politique rurale qui se traduisit par une pénétration massive de l'Etat, par une inflation de structures nouvelles administratives et politiques :

En premier lieu, la politique scolaire : partout des écoles furent construites, des villages se cotisèrent pour créer des salles de classes. En 1965, une enquête effectuée auprès d'un échantillon d'un millier de chefs de foyers de la région de Fès-Meknès (4), montrait que 97 % des chefs de

(4) Enquête Projet Sebou, 1965.

foyers n'étaient jamais allés à l'école ; par contre, dans 93 % des foyers il y avait eu au moins un enfant scolarisé. Ce foisonnement n'a rien à voir avec les résultats de la politique scolaire ; il est toutefois significatif d'un état d'esprit et d'une aspiration nouvelle vers des valeurs de modernité associées à l'éducation.

En second lieu la politique agricole : alors que l'action de l'administration agricole sous le protectorat était restée limitée (les SMP n'étaient que des îlots de modernisation), avec l'indépendance l'action devint massive : Opération-Labour, distribution de crédits et de semences, multiplication des Centres de Travaux, Offices de mise en valeur, projets de développement, etc. Je crois inutile de reprendre ces données, bien connues (5). L'orientation agraire de l'administration fut encore renforcée par la place que l'Etat a progressivement occupée dans l'appareil de production agricole, au fur et à mesure que, récupérant en partie les terres de colonisation, contrôlant les circuits commerciaux et financiers, il est devenu le plus gros propriétaire et producteur du pays, le principal exportateur, le principal organisme de crédit.

On peut, certes, s'interroger sur les résultats économiques ou sociaux de cette politique ; mais dans les campagnes elle se traduit par une présence permanente de personnages, de structures qui s'intégrèrent désormais à l'horizon social des paysans.

Les campagnes devinrent donc de moins en moins isolées : tout un réseau administratif, technique, économique, mit une masse croissante de paysans en contact nécessaire avec la structure administrative (6). Avant l'indépendance, l'Etat, pour le paysan, c'était le caïd avec ses mokhaznis et le contrôleur de l'impôt rural, le tertib ; c'étaient là tous ses rapports. On pressent combien ils ont pu changer aujourd'hui : de plus en plus les paysans sont insérés dans des rapports multiples avec l'administration qui, en même temps, introduit la bureaucratie dans leur système de référence.

3. *Les problèmes liés à la croissance démographique*

La croissance démographique dans les campagnes est probablement l'une des causes profondes qui explique le plus les transformations sociales. Faisant ressortir le déséquilibre entre les ressources et les besoins de la population, elle a contraint à des adaptations, dont les solutions furent de moins en moins trouvées dans la logique du système traditionnel.

(5) M. NAGIRI, *Les expériences de modernisation de l'agriculture*, « Revue de Géographie du Maroc », n° 11, 1967.

(6) A la Zaouya Ahansal, par exemple, les autorités traditionnelles, chorfa, associèrent leurs ressources à celles du Ministère de l'Intérieur pour installer l'électricité dans leur ksar et dans le bureau du caïd, etc.

Comment s'exprime cette croissance démographique ? La conscience que l'on en a prise au Maroc est assez récente. Elle fut provoquée par les évaluations statistiques effectuées autour du recensement 1960. « L'explosion démographique » devint alors un leit-motiv des raisonnements sur le développement.

Le phénomène est cependant beaucoup plus ancien et on peut peut-être le dater des années 40. Au niveau de la paysannerie, il fut perçu par l'exode rural et par la raréfaction de la terre. L'exode rural, dont la pointe coïncida avec le boom économique de 1952, apparut comme une première solution pour rééquilibrer un système économique incapable de se dépasser. Ce mouvement, qui provoqua, comme le titre R. Montagne, la « Naissance du prolétariat marocain », sembla apparaître comme une rupture : en fait il donna une survie au système traditionnel, alors même que les émigrés transportaient dans le cadre nouveau des bidonvilles, les valeurs, les modes de groupement de la société traditionnelle (7). L'indépendance coïncida avec une saturation des villes. La liberté de circulation qui succéda à l'étroit contrôle de l'administration coloniale, fut le prétexte d'un mouvement massif, vite enrayé et même soumis à un nouveau contrôle administratif (notamment politique de refoulement des ruraux).

Cantonnée, privée de la possibilité de rééquilibrage par l'émigration, la population rurale fut alors plus sensible à la raréfaction de la terre. La période coloniale avait été marquée par de fortes concentrations foncières : domaines fonciers de la colonisation, constitution de grands domaines marocains. Les inégalités étaient déjà grandes et le besoin de terre important. Mais il semble que le problème ait pris toute son acuité depuis une dizaine d'années. L'enquête foncière effectuée par le Projet Sebou sur des informations de 1963 montrait que, colonisation comprise, la moitié des terres était détenue par 2,8 % de la population rurale, que les trois quarts des terres étaient aux mains de 7,5 % de la population, qu'enfin près de 40 % des foyers n'avaient pas de terre (8).

Les procédures d'ajustement furent multiples. Augmentation des loyers de la terre : la terre qui était, au début du siècle, donnée par son détenteur contre un pain symbolique (d'où le nom du contrat *bel khobza*) devint couramment négociée contre la moitié de la récolte. Les défrichements s'accrochèrent au détriment de la protection des sols. Sur les terres collectives du Rharb, des pressions considérables s'exercèrent pour que le partage s'effectue par foyer au lieu de l'ancien système par charrue. Les

(7) On a pu en réunir de nombreux exemples dans une étude sur les villages miniers de Khouribga, G. Lazarev et P. Pascon, 1960, O.C.P., ronéoté.

(8) La concentration, colonisation déduite, reste considérable. 50 % des terres appartiennent à 7,5 % de la population et les trois quarts des terres à 17 %. (*Les structures foncières du bassin du Sebou* », Projet Sebou, 1965).

partages devinrent de plus en plus fréquents et l'on vit même l'âge des mariages s'abaisser pour accéder plus tôt à une part de terre. Le partage du bien indivis devint de plus en plus fréquent.

Dans le Prérif, la réponse fut d'abord traditionnaliste : l'assolement communautaire auquel étaient soumis les villageois devint plus rigoureux, plus méticuleux, pour permettre la survie sur un espace exigu. La « perfection » de l'organisation agraire était en fait une limite que le système était incapable de dépasser : cette organisation est en train de basculer depuis quelques années, avec le passage à la culture continue et la destruction économique de la communauté (9).

La reprise des terres de colonisation suscita des espoirs mais de plus en plus déçus devant la faible importance des distributions de terres par l'Etat et la constitution par rachat des terres d'une nouvelle classe de latifundiaires. Dans le Rharb, plusieurs collectivités préférèrent racheter elles-mêmes des terres dont elles avaient espéré le retour lors du départ des colons.

Faim de terre, destructuration de l'économie traditionnelle : ces phénomènes marquent profondément les campagnes. Mais surtout ils s'accompagnent d'une prise de conscience nouvelle : « la conscience du nombre ».

4. *La monétarisation des campagnes*

Dernier grand thème de transformation des campagnes, ce que nous avons appelé la monétarisation des campagnes. On veut, par cette notion, essayer de recouvrir l'ensemble des phénomènes liés à la transformation économique des campagnes. En particulier les phénomènes sous-entendus par le passage de l'économie de subsistance à l'économie d'échange.

Ces faits sont bien connus au Maroc. Il est aujourd'hui artificiel d'opposer un secteur d'économie fermée, traditionnelle, à une économie d'échange moderne. Les routes ou les pistes joignent tous les souks ; les produits industriels, quincaillerie, plastiques, radios, engrais, insecticides, arrivent partout. J'observais, il y a quelques semaines, sur le petit souk de Tillouguite, au cœur de l'Atlas central, cinq horlogers travaillant en plein air, leur loupe vissée à l'œil (que d'observations ne pourrait-on faire d'ailleurs sur la montre et le temps social !). De façon inégale certes, des produits agricoles sont en échange largement commercialisés par des réseaux modernes (SCAM, contrats betteraviers, commerce des fruits, des légumes, etc.). Autant de transformations qui affectent l'organisation économique et le statut des producteurs.

(9) Voir *Etude sur les Hayaina*, G. Lazarev, « Revue de Géographie du Maroc », n° 8, 1965, et n° 9, 1966.

Je voudrais cependant insister sur un aspect plus particulier de la monétarisation des campagnes : l'extension des rapports salariés et du paiement en espèces. C'est là un type de rapport social très limité dans la société traditionnelle et qui traduit peut-être le plus des conduites se référant à un modèle social nouveau. Le système d'exploitation traditionnel est, on le sait, fondé sur l'association des moyens de production et l'association des risques : ce système donne lieu au khammessat et à toute une gamme de baux ruraux, le bennous, le betoulout, la mgharsa, etc. Or, on observe une disparition accélérée du khammessat : les grandes tenures se sont mécanisées et dans les exploitations de 10 à 50 ha qui autrefois employaient presque toutes des khammès, la proportion a considérablement diminué : dans les Zemmour par exemple, il n'y a plus de khammès depuis dix ans. A la place apparaissent l'ouvrier salarié, le travail à façon. L'association, quant à elle, recule devant la location des terres, exigible d'avance, le propriétaire se refusant désormais à supporter une partie des risques.

Le salaire devient par ailleurs un élément important des revenus dans toutes les zones où s'est développée la colonisation. Dans le Rharb, un chef de foyer sur cinq, dans la région de Meknès un sur quatre, sont salariés permanents ou occasionnels dans des fermes. Avec le travail salarié, c'est tout un univers économique qui s'introduit dans le système traditionnel (10). Les régions pauvres ne sont pas épargnées par ce phénomène ; au contraire, le travail salarié devient aussi un élément essentiel d'équilibre du budget annuel. Dans le Rif existait une tradition massive d'exportation du travail vers l'Algérie. Elle s'est maintenue pour les moissons et se tourne vers l'Europe. Mais elle est surtout relayée par la Promotion Nationale dont deviennent dépendantes de nombreuses régions du Maroc : ainsi en 1966, 97 500 ouvriers ont travaillé pour 19 millions de journées (soit 5 % de la population rurale du Maroc).

La monétarisation des campagnes traduit donc une remise en cause de l'ordre économique traditionnel ; elle apparaît comme un facteur essentiel de l'évolution sociale.

On voit donc, par l'analyse de ces facteurs d'évolution sociale, que les campagnes marocaines ont été soumises à d'importantes transformations :

— *Elargissement du champ social* qui rattache le paysan à la nation, diffusion d'un nouveau système de représentation idéologique, qui suggère un autre temps social, d'autres modèles d'organisation de la société ; *pénétration massive de l'Etat dans les campagnes* qui confronte le paysan avec

(10) *Les salariés agricoles dans les fermes de colonisation*, G. Lazarev, « B.E.S.M. », n° 101-102, 1966.

la bureaucratie, le conduit à manipuler de nouvelles procédures, de nouveaux moyens techniques, introduit de nouveaux personnages, de nouvelles hiérarchies dans son champ social. *Phénomènes démographiques* qui, précipités, favorisent la désintégration d'équilibres traditionnels qui avaient cherché à se maintenir en dépit de la rareté croissante des ressources ; *monétarisation des campagnes* par laquelle se modifient les rapports personnels qui étaient garants d'un maintien des valeurs de la société traditionnelle, par laquelle se modifie le modèle d'organisation de cette société, et les rapports entre les groupes sociaux.

La société traditionnelle ne peut donc plus être ramenée à ce modèle social, un peu immobile, que suggèrent les schémas dualistes. On observe au contraire une effervescence qui rend de plus en plus malaisée la distinction du traditionnel ou du moderne. Mais s'il y a évolution sociale, peut-on déjà parler de changement social ? La société paysanne a-t-elle en effet transformé véritablement son cadre de référence, ses aspirations, la finalité du modèle social implicite dans laquelle elle se projette, en tant que société traditionnelle ? Passe-t-on d'un type social, celui de la société traditionnelle, à un autre type social, marqué par l'apparition d'un système de référence, d'aspirations et de conduites de société industrielle ?

La prise de conscience du changement social

Pour y répondre, demandons-nous comment la société paysanne perçoit cette évolution sociale, et si l'interprétation de cette évolution peut être considérée comme une prise de conscience du changement social.

1. La réinterprétation culturelle

La notion de contact culturel qu'a évoquée G. Chabot pour situer la nature du changement social appelé développement, est féconde pour analyser la réponse sociale à cette évolution des campagnes. Cette réponse est en effet caractéristique d'un processus d'acculturation : c'est, au départ, par une tentative de réinterprétation culturelle que la société rurale tente d'intégrer la transformation sociale dans laquelle elle est impliquée.

Ainsi en fut-il d'abord de la lutte nationale. Le combat colonial, on le sait, fut affaire des groupes sociaux les plus ouverts à l'interrogation historique : élites modernistes et milieux urbanisés. Mais ces groupes furent supportés dans des phases décisives par des masses paysannes, et parmi celles-ci, par celles qui étaient le moins affectées par la destructuration : l'armée de libération marocaine prit racine dans les tribus du Rif, dans celles de l'Anti-Atlas. Dans le Rif, la lutte armée vit resurgir les démocra-

ties cantonales, les conseils « acht n'arbain » que la colonisation n'avait su étouffer. Dans le Tadla, une société pastorale trop brutalement contrainte à l'irrigation, entra en rébellion.

Cette conjonction n'est pas pour surprendre : à la différence des élites modernistes, les masses paysannes virent dans leur mobilisation contre l'ordre colonial la possibilité d'un retour au passé, un retour à leur temporalité propre, un retour à une sécurité fissurée par la présence coloniale. A différents degrés, la colonisation était l'écran entre les difficultés d'alors et un âge traditionnel idéalisé.

Le rattachement du paysan à la réalité nationale auquel contribuèrent si massivement les partis politiques, la pénétration de l'Etat, les institutions nouvelles — commune rurale ou parlement — les moyens d'information de masse, ne doit pas non plus faire illusion.

Au-delà d'une intégration d'un vocabulaire nouveau, les conduites sociales ne furent souvent modifiées qu'en apparence. La liquidation des caïds et des chioukhs du protectorat par exemple, put apparaître, dans les schémas politiques des élites modernistes du pays, comme une protestation contre l'ordre colonial et un soutien au nouvel ordre nationaliste. Mais cette liquidation prit fréquemment l'allure d'un règlement de vieux comptes internes à la société traditionnelle, de la même façon que dans la société précoloniale, les populations du Rharb destituaient leur caïd coupable de trop d'exactions, en se cotisant pour payer le dahir de nomination d'un nouveau caïd. P. Pascon, dans une communication au Colloque de Sociologie Maghrébine en juin dernier, a bien montré les aspects de ce règlement de comptes dans le Haouz.

De même nature est, dans les premières années de l'indépendance, la protestation contre les cadres citadins envoyés par les partis politiques ou l'administration, illusionnés sur la nature profonde du sentiment national chez les paysans.

Les structures politiques nouvelles, également, furent vite recouvertes par des oppositions anciennes. A. Radi nous a montré comment les alliances électorales dans la région de Sidi Slimane réutilisaient des pactes d'alliances, dits « tata », qui existaient à l'époque précoloniale. Depuis ces dernières années, on assiste même à une résurgence des hiérarchies traditionnelles, familles de notables, de caïds de l'époque pré-indépendance qui ont su reprendre la place perdue lors de l'indépendance. Cette consolidation des structures sociales traditionnelles peut également être décelée dans la vigueur de certains systèmes d'organisation. Ainsi en est-il de la jmaâ, l'assemblée du village qui, partout où elle a subsisté, demeure le rempart d'un ordre social, un organe de défense, un monde de sécurité. La jmaâ

est même souvent le support d'actions collectives dans des contextes nouveaux comme l'achat ou la location en commun d'une terre de colonisation, etc.

On pourrait multiplier les exemples : la société traditionnelle résiste, cherche à s'adapter à la transformation sociale en réinterprétant les faits nouveaux selon son modèle social implicite. Il y a une sorte de refus profond à intégrer de nouvelles références, et à remettre en cause une société.

2. Sécurité et insécurité

Cette tentative de réinterprétation culturelle apparaît cependant vaine car la société rurale prend progressivement conscience de l'irréversibilité de certaines situations. C'est là un fait majeur que l'on peut, en première analyse, observer au niveau de ce que j'appellerai un passage de la sécurité à l'insécurité.

La société paysanne est un monde de sécurité : l'individu y est libéré de l'inquiétude ; les mécanismes connus, les hiérarchies acceptées ne laissent jamais l'individu dans l'isolement. L'ostracisme, l'exclusion du groupe, qui est la plus grave des sanctions, est, dans la coutume de nombreuses tribus, compensée par plusieurs règles d'adoption dans un groupe nouveau. La solidarité reste la règle malgré l'ampleur fréquente des différenciations sociales : le contrat de *ras el mal* est un acte de solidarité quand il permet au pauvre, éprouvé par la catastrophe, de reconstituer son troupeau. Les silos où les riches accumulent le grain s'ouvrent en période de disette. L'inverse fut vrai aussi : E. Michaux Bellaire montrait comment le notable affecté par la défaveur du pouvoir reprenait souvent sa place par le jeu de la solidarité du groupe (11).

Or cette sécurité, en dépit des tentatives de réinterprétations culturelles, devient de plus en plus précaire : les crises de la terre, les crises de l'ordre social insinuent une prise de conscience de l'irréversibilité de l'évolution de l'ordre agraire. Autrefois la mauvaise année faisait partie du cycle et l'assurance était de retrouver une année fertile peu après ; cette assurance a aujourd'hui disparu avec la surpopulation relative, avec la stagnation de la production agricole et avec une appréhension nouvelle de la « conscience du nombre ».

Dans le Prérif par exemple, cette « conscience du nombre » devint manifeste le jour où l'augmentation de la population rendit nécessaire l'abandon des systèmes d'assolement communautaire que nous avons évoqués. C'est alors que les paysans se rendirent compte qu'ils étaient trop

(11) E. MICHAUX BELLAIRE, *Le Rharb*, « Archives Marocaines », vol. XX, 1913.

nombreux et le nouveau système de culture qu'ils adoptaient était un système de désespoir dans la mesure où l'on n'assurait plus les rotations qui amélioreraient le sol. Dans le Rharb la prise de conscience s'opéra à partir du moment où les partages renouvelés de la terre collective firent apparaître l'exiguïté définitive de la terre. De même, la terre partagée, les sorties d'indivision ne purent plus garantir la sécurité dont jouissaient les aïeux. Sur 960 fellahs interrogés dans la région de Meknès, 622 répondaient que leur père vivait mieux qu'eux (12).

A cela se sont ajoutées d'autres crises dont les plus graves sont celles qui opposent les générations anciennes aux jeunes générations. Ces dernières ont en effet été marquées par la scolarisation et les sollicitations politiques : de nouveaux rapports familiaux s'établissent dans lesquels l'autorité du patriarche est battue en brèche et laisse place à l'influence du leader politique, le cas échéant de l'agent d'administration, dont on envie la situation. Ces différences sont soulignées par des aspirations sociales qui ne se réfèrent plus aux autres valeurs.

Crises de la terre, crises de l'autorité dans la famille : deux séries de raisons suffisantes pour que le rural perde confiance dans l'efficacité du système traditionnel. Cette perte de confiance se manifeste de façon décisive lorsqu'il y a émigration. Certes, celle-ci est actuellement stoppée, car les villes sont saturées, mais ce qui est important, c'est la latence de l'émigration ; et celle-ci se commue parfois en explosion de désespoir comme dans ce village des Hayaïna qui fut, au milieu de l'été 1964, abandonné sans espoir de retour par la moitié de ses foyers.

Perte de confiance qui se traduit également par la dépendance acceptée des salaires de la Promotion Nationale ou des dons de l'Entraide Nationale : situation qui, pour les paysans du Rif, traduit l'inefficacité des systèmes socio-économiques traditionnels. Aussi voit-on les aspirations pour le futur changer de sens. Le paysan ne rêve plus d'accumuler une terre qu'il transmettra à ses enfants, mais il souhaite de plus en plus que ces derniers entrent dans l'administration ou dans l'armée et retrouvent une nouvelle sécurité.

Il est significatif alors de voir que le paysan projette l'avenir de ses enfants d'une sécurité à une autre, d'un conservatisme à un autre, sans qu'il cherche à faire place à l'aventure ou à l'esprit d'entreprise. Incapable par lui-même de construire des modèles sociaux adaptés à un développement dont il pressent les sollicitations, se réfugiant, mais en vain, dans une réinterprétation du moderne par le moyen des cadres connus de modèles traditionnels, le paysan se sent de plus en plus isolé dans l'insécurité.

(12) Enquête Projet Sebou, 1965.

La défaillance d'un monde connu le plonge dans une inquiétude élémentaire sur son propre devenir et sur celui de ses enfants. A des degrés divers la paysannerie marocaine qui cherche à se survivre dans ses cadres dépassés, accède donc, dans l'insécurité, à la conscience du changement social.

Il semble alors que l'on puisse parler de changement social : l'insécurité provoque en fait une remise en cause d'un ordre social, d'un système de référence ; l'interrogation confuse sur le devenir immédiat apparaît dans le contexte global de la société marocaine comme un niveau élémentaire de la conscience historique et comme une prise de conscience du changement social. Cette prise de conscience n'est cependant que l'étape liminaire d'un changement social effectif, c'est-à-dire d'un passage d'un type de société à un autre type de société. Elle est cependant le préalable qui, au départ, permet d'intégrer progressivement les références d'une société industrielle, puis de modifier des conduites, jusqu'à l'élaboration d'un nouveau modèle de la société. Mais pour amorcer cette partie de l'analyse, il n'est plus possible de considérer la société rurale seule : il faut nécessairement tenir compte de la place qu'elle occupe dans la stratification sociale de la société globale et dans le système d'opposition qui en découle. Ceci est déjà une autre analyse.